

EMILIO DE CAPITANI

ANCIEN CHEF D'UNITÉ (LIBE) AU PARLEMENT EUROPÉEN, ACTUELLEMENT
PROFESSEUR INVITÉ ET JURISTE STRATÉGIQUE DEVANT LE TRIBUNAL ET LA
COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

01/12/2011 – Aujourd'hui

Maître de conférences – Professeur invité

(2012, 2013, 2014, 2015, 2021, 2022, 2023, 2024)

Affilié à la Scuola Superiore Sant'Anna à Pise

(Institut DIRPOLIS) Cours universitaire sur les droits fondamentaux de l'Union européenne ainsi que sur les politiques relatives aux libertés, à la sécurité et à la justice

(2015-2020) Queen Mary's Law School (Londres)

Sous la direction du professeur Valsamis Mitsilegas

(2016-2017) Università Statale de Milan

Cours sur la dimension européenne de la stratégie de développement durable (dans le cadre du master dirigé par la professeure Nerina Boschiero)

(2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013) Université L'Orientale (Naples)

- Faculté de sciences politiques
- Cours avancé dans le cadre d'un master sur l'histoire et la politique de l'intégration européenne 2025-2029

Membre d'organisations et autres fonctions actuelles

2024: membre du conseil consultatif re:constitution

Basé à Berlin mais résolument européen, le programme re:constitution est l'une des plus grandes initiatives de la société civile visant à protéger et à promouvoir l'État de droit dans l'Union européenne.

2024: directeur exécutif du groupe d'experts européens en matière de droits fondamentaux (groupe FREE)

Enregistré en tant qu'ASBL au Moniteur belge le 20/09/2012

(N° entreprise 0848.756.136)

Le groupe d'experts européens en matière de droits fondamentaux (groupe FREE) est une organisation non gouvernementale belge (association sans but lucratif, ou ASBL) enregistrée au Moniteur belge sous le numéro 304011.

Conformément aux articles 3 et 4 de ses statuts, l'association se concentre sur le suivi, l'enseignement et la défense des politiques liées aux libertés, à la sécurité et à la justice au sein de l'Union européenne. Dans ce même cadre, nous suivons les actions de l'Union européenne en matière de protection et de promotion des valeurs de l'Union européenne et des droits fondamentaux dans les États membres, conformément aux articles 2, 6 et 7 du traité sur l'Union européenne.

À ce titre:

- j'ai lancé plusieurs initiatives pour promouvoir des débats publics sur l'espace européen de liberté, de sécurité et de justice à Rome (Fondazione Basso), à Florence (EUI, avec la professeure Deirdre Curtin), à Washington (université de Washington, avec la professeure Francesca Bignami) et à Bruxelles (avec le professeur Philippe De Bruycker);
- j'ai porté plusieurs litiges stratégiques devant des juridictions nationales et de l'Union européenne, telles que le Tribunal de l'Union européenne qui, traitant de la transparence législative, a notamment examiné les affaires suivantes: a) affaire **T-540/15** contre le Parlement européen sur la nécessité de donner accès aux documents établis dans le cadre des trilogues, dans laquelle l'arrêt a été rendu le 22 mars 2018, b) affaire **T-163/21** contre le Conseil de l'Union européenne et traitant de l'accès aux documents préparatoires législatifs du groupe de travail du Conseil, dans laquelle l'arrêt a été rendu le 25 janvier 2023, et c) affaire **T-590/23**, ouverte en septembre 2023, sur la transparence législative de l'Union européenne (art.15, paragraphe 2, du TFUE) et contre la pratique illégale du Conseil de l'Union européenne consistant à limiter l'accès aux documents préparatoires législatifs. Enfin, la Cour de justice a été saisie de la question de la proportionnalité de la directive PNR de l'Union (voir la décision préjudicielle dans l'affaire **C-222/20**).

Membre d'autres organisations et autres fonctions antérieures

- 2012: membre du conseil consultatif du Migration Policy Centre (MPC) de l'Institut universitaire européen (Florence)
- Membre du comité scientifique et professeur pour le consortium universitaire UNINETTUNO
voir: <http://www.uninettuno.it/Portal/fr/comitatoscIentdoconti.aspx>
- De 1981 à 1985, j'ai été chargé des études régionales à l'université de Pavie (sous la direction du professeur Gianfranco Mor).
- Je suis également membre du groupe de travail «institutions européennes» présidé par Giuliano Amato au sein du think-tank ASTRID dirigé par Franco Bassanini.
- Entre 2011 et 2013, j'ai été invité à plusieurs reprises par l'Académie de droit européen (ERA - Trèves) et par l'Institut européen d'administration publique (EIPA - Maastricht) en tant qu'intervenant sur des questions liées à l'espace européen de liberté, de sécurité et de justice (transparence, protection des données, coopération dans le cadre de Schengen, avenir de Frontex...).

Chef d'unité au secrétariat général

Parlement européen

1985-2011

(à partir du 01/07/1998) Au sein de la direction générale des politiques internes (IPOL) du Parlement européen, j'ai dirigé le secrétariat de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE) qui, depuis l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam (1999), est chargée de toutes les politiques liées à l'espace de liberté, de sécurité et de justice (ELSJ) de l'Union européenne ainsi que de la mise en œuvre de la Charte européenne des droits fondamentaux dans l'Union européenne.

(1998-1996) Au sein de la direction générale de la présidence du Parlement européen, j'ai été responsable du service des relations interinstitutionnelles (DG Présidence), qui assure le suivi

du processus décisionnel interinstitutionnel. Au niveau interinstitutionnel, j'ai été membre suppléant du comité de direction de l'Office des publications officielles des Communautés européennes (OPOCE, désormais Office des publications). À ce titre, j'ai activement soutenu le libre accès des citoyens à la version électronique du Journal officiel (via un nouveau portail internet, EURLEX) et à la base de données de la législation communautaire (CELEX).

(1996-1994) En 1994 (entrée en vigueur du traité de Maastricht), j'ai été associé à la première unité de codécision et de conciliation du Parlement européen et j'ai été responsable de l'unité DG II chargée des saisines internes des positions communes du Conseil et des propositions de la Commission aux commissions parlementaires. En 1996, j'ai été responsable de l'outil informatique de gestion du flux de travail législatif de deuxième génération du Parlement européen (ITER, toujours opérationnel). Afin de rendre ce travail plus fiable et plus accessible au grand public, j'ai lancé l'outil de communication de rediffusion externe (OEIL - Observatoire européen institutionnel et législatif, désormais appelé Observatoire législatif).

(1994-1987) Après l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen en 1987, j'ai assisté le rapporteur (Christopher Prout) sur la révision du règlement intérieur du Parlement européen (notamment le chapitre V sur les procédures législatives) et, pour la DG II, j'ai été chargé du secrétariat du premier groupe de coordination interinstitutionnel (appelé «Groupe Neunreither»). À ce titre, j'ai également été chargé de la mise en place du premier outil informatique de gestion du flux de travail du Parlement européen (projet AP-TECOM) et j'ai contribué à la création de la première collection de «modèles» d'actes parlementaires utilisés par les services de traduction, ainsi qu'aux négociations des premiers programmes législatifs interinstitutionnels.

(1987-1985) Du 1^{er} mai 1985 à 1987, j'ai travaillé à la direction générale II (commissions parlementaires et délégations) pour plusieurs commissions parlementaires traitant des transports, des règles et des pétitions, des politiques extérieures, des affaires juridiques et de la cohésion régionale.

Coordinateur et responsable du service des affaires institutionnelles et législatives

1973-1985

Gouvernement régional de Lombardie

Le service des affaires institutionnelles et législatives, assisté d'un comité de haut niveau composé d'universitaires et d'experts en droit international, constitutionnel et régional (Comitato di Coordinamento legislativo), était chargé de la rédaction législative ou de la révision des propositions soumises par les ministères régionaux («Assessorati») ainsi que des relations avec les autres régions italiennes, le gouvernement national, le Parlement national et la Cour constitutionnelle.

De 1981 à 1985, j'ai contribué à la création et à l'organisation d'un outil de soutien interrégional pour la Conférence des présidents de région (le CINSEDO - Centro interregionale di studi e documentazione), qui est ensuite devenu un organe consultatif pour le président du Conseil des ministres italien.

De 1975 à 1980, en tant que représentant du secrétariat de la région Lombardie, j'ai participé aux groupes de travail chargés de la réforme de l'administration publique italienne prévue par la loi italienne 387/75. Ces groupes de travail ont contribué à la rédaction des décrets

présidentiels (DPR 616/77 et 617/77) qui ont révisé les compétences (exclusives et partagées) entre les régions et les ministères nationaux.

Du 5/10/1971 au 15/12/1973, j'ai travaillé au cabinet du président du gouvernement régional de Lombardie.

FORMATION

14.07.1972

Università Statale degli Studi (Milan)

- Diplômé en sciences politiques

28.10.1969

Università Cattolica del Sacro Cuore (Milan)

- Diplômé en droit

COMPÉTENCES

Je pense avoir tiré de mes quarante années d'expérience dans le domaine législatif, du niveau le plus proche (régional) au niveau le plus élevé (européen), des acquis assez rares. Je suis également bon en cohésion d'équipe et j'ai une longue expérience de la fonction publique.

LANGUES

Italien (langue maternelle)
Français (excellente maîtrise)
Anglais (très bon niveau)

RÉFÉRENCES

Personnes pouvant fournir des références:

Anciens présidents de la région de Lombardie:

Piero BASSETTI,
Giuseppe GUZZETTI

Anciens présidents de la commission LIBE du Parlement européen:

Hedy D'ANCONA,
Graham WATSON,
Ana PALACIO-VALLERSUNDI,
Jorge Salvador HERNANDEZ-MOLLAR
Jean-Louis BOURLANGES
Jean-Marie CAVADA
Gérard DEPRez
Juan Fernando LOPEZ AGUILAR

Professeurs et universitaires:

Giuliano AMATO,
Franco BASSANINI
Henri LABAYLE,
Jorg MONAR,

Deidre CURTIN,
Giuseppe CATALDI,
Marc ROTENBERG,
Francesca BIGNAMI

COMPÉTENCES INFORMATIQUES

Oracle, suite Windows Office, PowerPoint, Drupal, Wordpress

AUTRES

Inscrit en tant qu'avvocato (avocat) au barreau de Milan du 18/09/1980 au 04/07/1997

Permis de conduire: voiture (B)

Loisirs: photographie, équitation, planche à voile et athlétisme (saut à la perche)

Publications récentes

- (2023) Article: *European Law Journal - Passenger name record (PNR) data: how the EU is promoting (virtual) security by actually limiting Passengers' fundamental rights*, DOI:10.1111/eulj. 12479;
- (2021) Article: *Trasparenza nell'Unione europea: miraggio o realtà?* published in a co-authored Book "Alla Riscoperta del Parlamento Europeo 1979-2019" Giappichelli Ed;
- (2020) Chapter 14 *Progress and Failure in the Area of Freedom Security and Justice* by Emilio De Capitani in the Book "EU Law in Populist Times" <https://www.cambridge.org/core/books/eu-law-in-populist-times/8903EEBC61AE8C40F4A25FE27883247F>;
- (2019) Published in *Studi Urbinati* V. 70 N. 3-4 (2019) Emilio De Capitani *TWENTY YEARS AFTER TAMPERE AND TEN YEARS SINCE THE LISBON TREATY THE EUROPEAN AREA OF FREEDOM SECURITY AND JUSTICE HAS LOST ITS COMPASS?*;
- (2014) *The Schengen system after Lisbon: from cooperation to integration*. Published on ERA Forum. June 2014, Volume 15, Issue 1, pp 101-118 SPRINGER ed;
- (2013) Articles on Schengen evolution and on European Agencies (co-authored with Francesca Ferraro) on *Prove di Europa* Units published under the coordination of Giuliano Amato and Roberto Gualtieri (ed. Passigli);
- (2012) *Da "Schengenland" allo "Spazio europeo di libertà, sicurezza e giustizia"* by Emilio De Capitani published in "Per un contrasto europeo al crimine organizzato e alle mafie. La risoluzione del Parlamento Europeo e l'impegno dell'Unione Europea" by Sonia Alfano e Adriano Varrica. FrancoAngeli ISBN 978-88-568-47/6-5;
- (2011) *Impact of the EU accession to ECHR* published in *The Italian Yearbook of International Law*;
- (2011) *Relations between EU Internal and External Security* (co-authored with Francesca Ferraro). European Report 2010 Ed. Il Mulino;
- (2010) *Unione Europea e Segreto di Stato*, http://www.astridonline.it/Riforma-de/Studi-e-ri/De-Capitani_Unione_europea_segreto-Stato.pdf;
- (2010) *The democratic accountability of the EU's Area of Freedom, Security and Justice ten years on* (published in "The area of Freedom, security and justice ten years

on successes and future challenges under the Stockholm programme", CENTRE FOR EUROPEAN POLICY STUDIES, BRUSSELS, 2010 / ISBN 978-94-6138-034-0;

- (2010) *The Evolving Role of the European Parliament in the AESJ* (published in: Monar, Jorg (ed.): the Institutional Dimension of the European Union's Area of Freedom, Security and Justice, Cahiers du Collège d'Europe / College of Europe Studies, Vol. 11, ISBN 978-90-5201- 615-3pb;
- (2009) *The possible role of the European Parliament in evaluating EU judicial cooperation in criminal matters* By Emilio De Capitani Monitoring and evaluation mechanisms in the field of EU judicial cooperation in criminal matters - Maastricht, 2/3 June 2009, published in <http://www.europeanrights.eu>;
- (2009) *Le Parlement européen et les parlements nationaux face à la réalisation de l'espace de liberté, de sécurité et de justice*, published in: Revue française d'administration publique 2009/1 (n° 129), 206 pages, Editeur E.N.A. I.S.B.N. 9782909460130DOI 10.3917/rfap.129.0035 Published in <http://www.cairn.info/revue-francaise-d-administration-publique-2BO9-1-page-35.htm>;
- (2008) *L'AZIONE DEL PARLAMENTO EUROPEO NELLA PROMOZIONE DEI DIRITTI FONDAMENTALI* di Emilio De Capitani in "Per un rilancio del progetto europeo" a cura di Giovanni Grasso, Rosaria Sicurella isbn:881414186X.